

PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par :
Sylvie MERCERON

☎ : 02.47.33.13.23

Mél : sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr

S:\DCPPAT\BDE\MERCERON\SEVESO\DE
SANGOSSE\APMD\Projet_APMD v2.odt

ARRÊTÉ portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement

Société DE SANGOSSE à METTRAY (37)

LA PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de
l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté n°18 889 du 21 octobre 2010 autorisant la société DE SANGOSSE à poursuivre l'exploitation de ses installations situées ZI des Gaudières à Mettray (37) ;

Vu l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 susvisé qui dispose : *Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles ;*

Vu l'article 7.3.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 susvisé qui dispose : *La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ;*

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 mai 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'envoi du projet d'arrêté de mise en demeure le 18 juin 2019 ;

Vu le courriel de réponse de l'entreprise DE SANGOSSE en date du 2 juillet 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 16 avril 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le boîtier Z008/038 (au niveau de la cellule C6) de l'alarme incendie est défectueux,
- La fermeture automatique de la porte coupe-feu de la cellule C2 est gênée par des aspérités du sol, elle ne se referme donc pas automatiquement après ouverture.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.8.2 et 7.3.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DE SANGOSSE de respecter les prescriptions de l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTÉ

Article 1 :

La société DE SANGOSSE exploitant un stockage de produits phytopharmaceutiques sise ZI des Gaudières sur la commune de Mettray (37 390) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 en s'assurant que les équipements liés aux moyens d'intervention en cas d'accident (et plus particulièrement le boîtier Z008/038 de l'alarme incendie) sont maintenus en bon état **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société DE SANGOSSE exploitant un stockage de produits phytopharmaceutiques sise ZI des Gaudières sur la commune de Mettray (37 390) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.3.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 en s'assurant que la fermeture automatique des portes coupe-feu ne soit pas gênée par des obstacles **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;

• un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique et solidaire - **Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE)]**.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Article 5 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le - 2 AOÛT 2019

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,



AGNÈS REBUFFEL-PINAULT

